



PRÉFET
DE LA RÉGION
D'ÎLE-DE-FRANCE

Inrap⁺

Institut national
de recherches
archéologiques
préventives

Journée d'étude du PCR «Archéologie des conflits contemporains en région Île-de-France et Centre-Val de Loire»

Médiathèque du patrimoine et de la photographie à Charenton-le-Pont (94)

25
mars
2025

Archéo-conflit:
les conflits contemporains
les programmes de
recherches en cours
questions de méthodes et de lexique



MUSEE
D'ARCHÉOLOGIE
NATIONALE



DOMAINE NATIONAL
Saint-Germain-en-Laye

Archéo-conflit

Journée d'étude sur l'archéologie des conflits contemporains.

Les programmes de recherches en cours : questions de méthodes et de lexique



Session 1 : Présentations des programmes de recherche

Session 2 : Questions de vocabulaire

Session 3 : Synthèse des résultats en Île-de-France et Centre-Val de Loire

Charenton-le-Pont (94), 25 mars 2025, Médiathèque du patrimoine et de la photographie

organisée par l'Inrap, le Service régional de l'archéologie d'Île-de-France

Comité d'organisation

François **CAPRON** (Inrap)

Alexis **LECOQ** (Université d'Orléans)

Pierrick **TIGREAT** (SRA ÎdF, UMR 7041 ArScAn, Université Paris I)

Gwénaél **MERCÉ** (Inrap, UMR 5608 TRACES)



Sommaire

7	PROGRAMME
8	POSTERS
9	Session 1 Présentations des programmes de recherche
17	Session 2 Questions de vocabulaire
19	Session 3 Synthèse des résultats en Île-de-France et Centre-Val de Loire
25	Posters
41	POUR EN SAVOIR PLUS...

PROGRAMME

Accueil et introduction

- 9h00-9h25 : Accueil des participants à l'auditorium de la Médiathèque du patrimoine et de la photographie, Charenton-le-Pont (11 rue du Séminaire de Conflans, <https://mediatheque-patrimoine.culture.gouv.fr>)
- 9h30-9h55 : Allocutions d'ouverture (Médiathèque, DRAC-SRA, Inrap)

10h-11h45 : Session 1 : Présentations des programmes de recherche

- Un PCR pour quoi faire ? Objectifs et outils du PCR « Archéologie des conflits contemporains en région Île-de-France et Centre-Val de Loire », Gwénaél Mercé (Inrap), François Capron (Inrap) et alii
- Bilan de deux années de prospections thématiques sur les vestiges des Guerres mondiales sur la métropole bordelaise et l'estuaire de la Gironde, Quentin Baril (Hadès)
- Prospection-inventaire en Charente-Maritime, Théo Aubry (CD17)
- Un Programme Collectif de Recherche sur l'archéologie des conflits contemporains en Pays de la Loire : enjeux et méthodes, Antoine Le Boulaire (Inrap)
- PCR « Vestiges de la Seconde Guerre mondiale en Normandie » : un premier bilan, Cyrille Billard (SRA Basse-Normandie)

11h45-12h30 : Session 2 : Questions de vocabulaire

- Des mots pour le dire : table ronde autour du vocabulaire des vestiges des conflits contemporains

12h30-13h55 : Pause méridienne libre

14h00-16h30 : Session 3 : Synthèse des résultats en Île-de-France et Centre-Val de Loire

- Brève présentation générale des résultats du PCR
- Archéologie en forêt, la Première Guerre mondiale loin du front (CRP, sites d'entraînement, cantonnements), Cécile Dardignac (ONF), Guillaume Bénailly (ONF), Pierrick Tigreat (SRA Île-de-France)

Pause

- Les bombardements et la Défense Passive, F. Capron, A. Lecoq, N. Samuelian (Inrap et Université d'Orléans)
- Mesurer la démesure : archéologie des infrastructures de la *Luftwaffe*, Gwénaél Mercé (Inrap)

Discussion collective et clôture de la journée

POSTERS

Les posters seront affichés dans l'enceinte de la journée d'étude au cours de la journée et sur une plateforme numérique (HAL).

Diachronique

- Avord (18), développement d'une base militaire sur le temps long, P. Poulle (Inrap)
- Vestiges de guerres en Île-de-France, G. Mercé (Inrap)

1870-1871

- Les vestiges de 1870 à Villejuif (94), A. Battistini (CD94)
- Un conflit insaisissable par l'archéologie en Région Centre-Val de Loire ? F. Capron et alii (Inrap)
- Des plans aux vestiges : redonner corps aux tranchées de 1870 ! F. Capron et alii (Inrap)
- Les tranchées d'Ormes (45) et de Bourges (18) de 1870, P. Poulle (Inrap)

1914-1918

- Archéologie du Camp retranché de Paris, G. Mercé (Inrap)
- Résultats d'un diagnostic à Soings-en-Sologne (41) : les vestiges d'une zone d'entraînement américaine de la Première Guerre mondiale, S. Jouanneau-Bigot et alii (Inrap)

1939-1945

- Archéologie de la Ligne Chauvineau, P. Tigreat (SRA ÎdF)
- La tranchée abri de Champigny-sur-Marne (94), A. Battistini (CD94)
- L'Isle-Adam (95), vestiges de la *Luftwaffe*, P. Tigreat (SRA ÎdF)
- La Défense Passive en banlieue parisienne à travers le cas de la commune de Nanterre (92), N. Samuelian (Inrap)
- Les Orléanais face à la défaite, septembre 1939 - septembre 1940, A. Lecoq (Université d'Orléans)
- Le fonds de la Défense Passive : source documentaire pour l'étude des caves orléanaises, C. Alix (Service d'Archéologie Municipal d'Orléans), Ch. Bruant (Archives d'Orléans) et A. Lecoq (Université d'Orléans)
- Quelques abris de la Défense Passive orléanaise, C. Alix (Service d'Archéologie Municipal d'Orléans), Ch. Bruant (Archives d'Orléans) et A. Lecoq (Université d'Orléans)
- Bombardement sur le quartier de la Madeleine : une trace archéologique, A. Raymond (Service d'Archéologie Municipal d'Orléans)
- Vestiges militaires des Casernes Beaumont à Tours, A. Raymond (Service d'Archéologie Municipal d'Orléans)

Session 1

Présentations des programmes de recherche

Un PCR pour quoi faire ? Objectifs et outils du PCR « Archéologie des conflits contemporains en région Île-de-France et Centre-Val de Loire »

Gwénaél MERCÉ (Inrap, UMR 5608 TRACES), François CAPRON (Inrap) et alii

En Île-de-France, les premiers travaux archéologiques collaboratifs portant sur les conflits contemporains ont concerné le camp retranché de Paris (CRP), système de défense de la capitale pendant la Première Guerre mondiale. De 2008 à 2015, à l'initiative des archéologues de l'Office National des Forêts (ONF), des prospections pédestres et Lidar couplées à des recherches en archives ont été menées, en association avec le Service régional d'Archéologie (SRA) et les services départementaux du Val d'Oise et des Yvelines (Dardignac, Bénaily 2015 ; Dardignac, David 2015).

L'attention croissante portée aux vestiges du CRP par les archéologues préventifs a entraîné un renforcement des liens entre archéologues franciliens, notamment ceux de l'ONF et de l'Inrap (Mercé 2018).

Au fil des découvertes archéologiques et de travaux de recherches divers, l'intérêt s'est par la suite porté sur les autres conflits armés de l'époque contemporaine, autorisant une première synthèse diachronique sur les systèmes de défense et d'attaque de Paris et les fortifications de campagne et permettant de proposer un développement des recherches lors du colloque de Caen tenu au printemps 2019 (Mercé et al. 2019 ; Mercé et al. 2024b). C'est à la suite de ces synthèses que la question de l'opportunité de monter un PCR s'est posée.

Après une proposition formulée fin 2019 et reçu positivement par le SRA Idf, l'année probatoire du PCR « archéologie des conflits contemporains en régions en régions Île-de-France et Centre-Val de Loire » s'est déroulée en 2020. L'objectif était de fédérer des énergies et des compétences variées afin d'accentuer les dynamiques de recherches à l'œuvre quant à l'archéologie des conflits contemporains, tant au niveau régional que national.

Plusieurs axes de travail avaient été définis : inventaire normalisé systématique des vestiges liés aux guerres contemporaines, approfondissement des investigations dans les fonds d'archives, intégration des données dans un SIG, établissement de bibliographies de référence...

Un premier inventaire des rapports d'opérations archéologiques avait par ailleurs permis de dégager plusieurs axes de recherches thématiques. Tous ces points sont développés dans les rapports d'activités annuels (Mercé et al. 2021 ; Mercé et al. 2022 ; Mercé et al. 2023 ; Mercé et al. 2024a).

Ces travaux collaboratifs ont nécessité la mise en place d'un vocabulaire commun, invitant à la réflexion sur la question des thésaurus, existants ou à créer, et la construction d'une base de données permettant d'intégrer des informations d'origines diverses (archéologie, bibliographie, archives textuelles ou planimétriques, iconographie, photographie...)

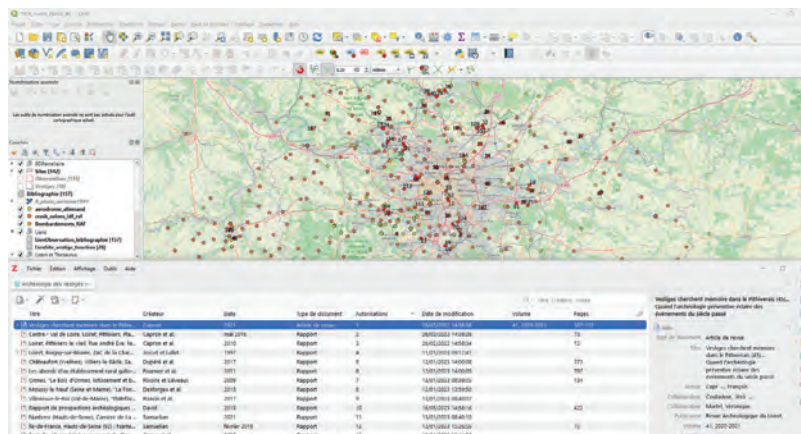
Bibliographie

Dardignac, Bénaily 2015

DARDIGNAC (C.), BÉNAÏLY (G.) — *Le Camp retranché de Paris : prospections archéologiques dans les forêts domaniales franciliennes : Fontainebleau : ONF. Direction territoriale Ile-de-France - Nord-Ouest. Bureau d'étude, 2015. 219 p.*

Dardignac, David 2015

DARDIGNAC (C.), DAVID (S.) — L'apport de l'archéologie et du LIDAR dans la découverte du camp retranché de Paris. In : *Le camp retranché de Paris, Actes du colloque régional 9-10 octobre 2014*. Somogy, 2015, p. 85-97.



Capture d'écran des bases de données spatiales et bibliographique

Mercé 2018

MERCÉ (G.) — Evaluer et fouiller les vestiges de la Première Guerre mondiale en Île-de-France. Eléments pour servir à l'archéologie préventive du camp retranché de Paris. *Revue archéologique d'Île-de-France*, 10, 2018, p. 207-227.

Mercé et al. 2019

MERCÉ (G.), DARDIGNAC (C.), BELARBI (M.), BÉNAILY (G.) — Des tranchées par milliers : évolutions des systèmes défensifs et des fortifications de campagne en Île-de-France au cours des conflits contemporains (1870-1940). In : *Archéologie francilienne : actes des journées archéologiques d'Île-de-France : Journées archéologiques d'Île-de-France 2018*. Créteil : Paris : Service régional de l'archéologie/Direction régionale des affaires culturelles d'Île-de-France, 2019, p. 110-122.

Mercé et al. 2021

MERCÉ (G.), BELARBI (M.), BÉNAILY (G.), DARDIGNAC (C.), SAMUELIAN (N.), TIGREAT (P.) — *Archéologie des conflits contemporains en régions Île-de-France et Centre-Val de Loire, Programme Collectif de Recherche : rapport d'année probatoire 2020* : La Courneuve, 2021. 168 p.

Mercé et al. 2022

MERCÉ (G.), ANCEL (R.), BELARBI (M.), BÉNAILY (G.), BRENOT (J.), CAPRON (F.), DARDIGNAC (C.), POULLE (P.), RONCIN (O.), SAMUELIAN (N.), TIGREAT (P.) — *Archéologie des conflits contemporains en régions Île-de-France et Centre-Val de Loire, Programme Collectif de Recherche : rapport de première année d'opération triennale 2021*. Inrap - Centre Île-de-France ; Service Départemental d'Archéologie du Val d'Oise, DRAC / SRA Île-de-France ; Service Régional d'archéologie d'Île-de-France ; Office National des Forêts (ONF), 2022. 95 p.

Mercé et al. 2023

MERCÉ (G.), BATTISTINI (A.), BAUCHET (O.), BELARBI (M.), CAPRON (F.), DARDIGNAC (C.), GOMES (N.), GRANCHON (P.), GREDAT (G.), LABBEY (B.), OLIVIER (L.), POULLE (P.), RONCIN (O.), ROYER-PEREZ (O.), SAMUELIAN (N.), TIGREAT (P.) — *Archéologie des conflits contemporains en régions Île-de-France et Centre-Val de Loire, Programme Collectif de Recherche : rapport de deuxième année d'opération 2022*. Inrap - Centre Île-de-France ; DRAC / Service Régional d'archéologie d'Île-de-France ; Office National des Forêts (ONF), 2023. 201 p.

Mercé et al. 2024a

MERCÉ (G.), ALIX (C.), BATTISTINI (A.), BAUCHET (O.), BELARBI (M.), BRUANT (C.), CAPRON (F.), COURTOIS (J.), DARDIGNAC (C.), GOMES (N.), GRANCHON (P.), HAMEL (A.), LECOQ (A.), POULLE (P.), ROUX-CAPRON (E.), SAMUELIAN (N.), TIGREAT (P.), VERNEAU (F.) — *Archéologie des conflits contemporains en régions Île-de-France et Centre-Val-de-Loire, Programme Collectif de Recherche : rapport de troisième année d'opération 2023*. Toulouse : Inrap - Centre Île-de-France ; DRAC / Service Régional d'archéologie d'Île-de-France ; Office National des Forêts (ONF), 2024. 1 vol. (163 p.).

Mercé et al. 2024b

MERCÉ (G.), DARDIGNAC (C.), BELARBI (M.), BÉNAILY (G.) — L'archéologie des conflits contemporains en Île-de-France. À propos d'objets d'étude en construction. In : *De Verdun à Caen - L'archéologie des conflits contemporains en question : méthodes, apports et enjeux*. Verdun-Caen : Presses Universitaires de Rennes, 2024,.

Bilan de deux années de prospections thématiques sur les vestiges des Guerres mondiales sur la métropole bordelaise et l'estuaire de la Gironde

Quentin BARIL (Hadès Scop, UMR 5607 Ausonius) ,
avec la collaboration de Jérémy BONNENFANT (Service Archéologie de Bordeaux Métropole, UMR 5607 Ausonius)

Malgré l'empreinte importante laissée par les deux Guerres mondiales en Aquitaine, l'archéologie ne porte une attention particulière à ces vestiges que depuis quelques années. Cette recherche régionale participe, à l'instar du Poitou-Charentes ou des Pays de la Loire, à l'élargissement géographique des problématiques autour des conflits contemporains, qui se sont initialement développées dans les régions pionnières du nord et de l'est de la France.

C'est dans ce contexte que s'inscrit, depuis 2023, un projet de prospections thématiques portant sur les vestiges des Deux Guerres mondiales, mené conjointement par Q. Baril (Hadès Scop) et J. Bonnenfant (Service Archéologie de Bordeaux-Métropole). Il porte sur un territoire comprenant les communes de Soulac-sur-Mer et du Verdon-sur-Mer, s'ajoutant à la métropole bordelaise. Situées aux extrémités de l'estuaire de la Gironde, ces deux zones d'investigations répondent, à l'instar du rivage estuarien, à des logiques de défense et d'organisation militaire étroitement liées, tant durant la Première que la Seconde Guerre mondiale.

Cette recherche vise un double objectif : identifier ces vestiges tout en les cartographiant. La méthodologie consiste à inventorier rigoureusement chaque entité observée dans une base de données normalisée, faisant apparaître différentes informations et un thesaurus adapté, dans le but de produire un SIG. La chaîne opératoire des prospections se décline en deux étapes : des investigations sur site précédées d'un travail de repérage, confrontant la photo-interprétation sous SIG et les données historiques collectées. Les sorties de terrain permettent ainsi d'affiner les enregistrements réalisés en amont, de compléter les informations sur les états de conservation et de confirmer les descriptions préétablies tout en relevant leurs tracés, à l'aide d'une station GNSS.

Les deux premières années de ce travail ont particulièrement mis en exergue les réflexions autour de ses principes méthodologiques et l'élaboration d'un lexique adapté, s'inspirant des programmes de recherche passés et en cours sur le sujet. Le thesaurus constitue, en effet, le principal écueil de ce projet et sera assurément amené à évoluer au fur et à mesure que les entités augmenteront.

Ces prospections thématiques ont permis, jusqu'à présent, de répertorier 336 entités sur la métropole bordelaise et les communes de la pointe de Grave. En outre, elles ont surtout tissé des liens avec différents partenaires (DRAC, DRASSM, ONF, opérateurs d'archéologie, associations historiques) qui permettent d'intégrer les découvertes faites en contexte archéologique préventif tout en investiguant des zones sur le domaine public (urbain, forestier ou maritime) traditionnellement peu touchées par des diagnostics ou fouilles.

Alors que débute une troisième campagne en 2025, ce travail ambitionne de poursuivre son enrichissement, tant méthodologique que scientifique, afin d'offrir des problématiques pertinentes à l'étude et la sauvegarde de vestiges menacés par l'urbanisation ou l'érosion du littoral.

Bibliographie

Baril et Bonnenfant 2023

BARIL (Q.) et BONNENFANT (J.) — *L'archéologie des conflits mondiaux sur la métropole bordelaise et l'estuaire de la Gironde (campagne de prospections 2023 - 1^{ère} année), Rapport de prospection thématique*, (SRA Nouvelle-Aquitaine). SRA Nouvelle-Aquitaine/SABM, 114 p.

Baril et Bonnenfant 2024a

BARIL (Q.) et BONNENFANT (J.) — *L'archéologie des conflits mondiaux sur l'estuaire de la Gironde, Rapport de prospection thématique*, (DRASSM). DRASSM/Hadès, 62 p.

Baril et Bonnenfant 2024b

BARIL (Q.) et BONNENFANT (J.) — *L'archéologie des conflits mondiaux sur la métropole bordelaise et l'estuaire de la Gironde (campagne de prospections 2024 - 2^e année), Rapport de prospection thématique*, (SRA Nouvelle-Aquitaine). SRA Nouvelle-Aquitaine/Hadès/SABM, 99 p.



Relevé d'une entité sur le site des Trois-Frères (Le Verdon-sur-Mer). © Q. Baril, 2024

Inventaire des vestiges de la Seconde Guerre mondiale en Charente-Maritime

Théo AUBRY (Service d'archéologie départementale de la Charente-Maritime)

Longtemps dominée par des recherches en Normandie, l'archéologie de la Seconde Guerre mondiale a su progressivement se structurer autour de quelques archéologues spécialisés, étendant aujourd'hui les investigations dans d'autres départements, notamment en Charente-Maritime.

De la construction du Mur de l'Atlantique aux combats de la Libération, ces épisodes majeurs de la Seconde Guerre mondiale, ont laissé de profondes empreintes en Charente-Maritime, tant dans la mémoire collective que dans le paysage ou à travers les innombrables traces matérielles et immobilières. Néanmoins, ce patrimoine disparaît progressivement au gré des érosions, des aménagements du territoire, des pillages et destructions volontaires, ou encore de l'inéluctable oubli lié au décès des derniers témoins. Les archéologues du Département tentent alors depuis quelques années de contribuer à la sauvegarde de ce patrimoine par la mise en place d'un inventaire dédié à ces vestiges, enrichi progressivement au grès des opérations préventives, programmées et diverses prospections.

Le potentiel archéologique des découvertes en Charente-Maritime datant de la Seconde Guerre mondiale se révèle foisonnant.

En l'espace de quelques années, un nombre croissant d'opérations fut mis en œuvre dans le département, principalement dans le cadre de l'archéologie préventive.

Les secteurs de La Rochelle, de l'île de Ré, de Royan et de l'île d'Oléron, davantage marqués par l'occupation et les combats, regroupent pour l'instant l'essentiel des recherches.

Au total, près d'une trentaine de découvertes sont rapportées depuis fin 2020. Un travail d'inventaire a permis d'identifier plus de 2 200 vestiges et sites dans l'ensemble du département, illustrant ainsi l'importance du travail à poursuivre.



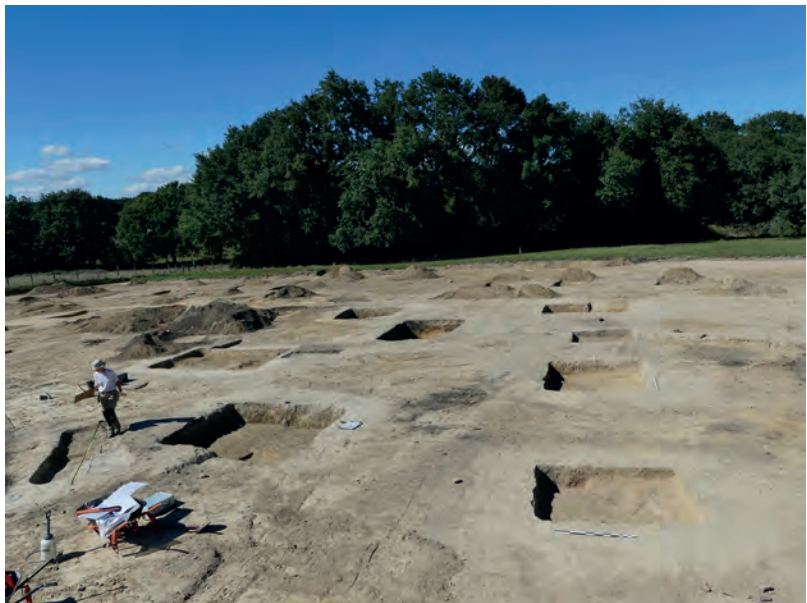
Vestige d'une embase d'un radar allemand de détection et de direction de tir encore conservé sur l'île de Ré.

Un Programme Collectif de Recherche sur l'archéologie des conflits contemporains en Pays de la Loire : enjeux et méthodes

Antoine LE BOULAIRE (Inrap, UMR6566 CReAAH – LARA-Nantes Université)

Ce Programme Collectif de Recherche¹ s'inscrit dans le développement de l'archéologie des conflits contemporains initiés depuis maintenant une dizaine d'années et affichée au sein de l'axe 13 de la Programmation nationale de la recherche archéologique de 2013.

En Pays de la Loire, comme ailleurs en France, l'intégration de ces nouveaux axes de recherches dans les opérations archéologiques est, depuis 2014, progressivement passée d'une logique opportuniste à la volonté de structurer une politique de prescription propre à la période autour de larges thématiques que sont les fortifications, les structures logistiques ou les lieux d'enfermement.



Dépoitirs de l'hôpital américain de Savenay (Loire-Atlantique) (1917-1919) © Inrap

Les enjeux en matière de prescription, de connaissance et de formation relative aux contextes contemporains nécessitent aujourd'hui une compilation et une reprise des données anciennes, mais aussi l'établissement d'outils actualisés et adaptés afin de produire des connaissances et des synthèses sur lesquels pourront s'appuyer de futurs travaux.

¹ PCR sous la coordination de G. Dieulefet, Nantes Université, A. Le Boulaire, Inrap et G. Varennes, Ministère de la Culture – DRAC/SRA Pays de la Loire

La volonté de ce projet est de réunir les différents acteurs de l'archéologie régionale autour de cette thématique. Pour ce faire, il apparaît essentiel de mettre en commun les ressources et d'harmoniser la grille de lecture de ces sites. L'intégration des sites et opérations archéologiques dans une base de données reliée à un SIG a donc été une première étape à ce travail. Cette plateforme collaborative, établie comme un moyen indispensable à la réalisation du projet, a également la volonté d'aider aux choix scientifiques et patrimoniaux.

Le champ chronologique retenu est large et souhaite couvrir l'ensemble de la période contemporaine incluant la période révolutionnaire et la guerre de 1870-1871 dont les départements de la Sarthe et de la Mayenne furent le théâtre de plusieurs batailles. Élargir le projet à l'ensemble de la période contemporaine implique par ailleurs à une approche diachronique des sites d'étude tant leur implantation répond à des logiques militaires parfois récurrentes. L'interdisciplinarité des membres du projet permettra enfin d'intégrer les sites inscrits sur le domaine maritime, les zones rétro-littorales ou en contexte fluvial. À terme, ce projet apportera des connaissances inédites et posera les jalons pour nourrir les réflexions autour d'approches chronologiques et thématiques clairement définies. La synthèse et la normalisation des données permettront ainsi d'affiner les grandes tendances dans la recherche régionale et nationale.

L'inventaire des vestiges de la Seconde Guerre mondiale en Normandie : un bilan

Cyrille BILLARD (SRA Basse-Normandie), Stéphane LAMACHE (Université de Caen Normandie), Benoît LABBEY (Inrap), Louise Aymard (Service archéologique du Calvados), David Capps-Tunwell (chercheur indépendant), Anne Ropars (DRAC/SRA Normandie), Elise Lauranceau (DRAC/CRMH Normandie)

Lancé en 2015, ce programme collectif de recherche vise à inventorier dans les départements du Calvados, de la Manche et de l'Orne tous les éléments du dernier conflit qui sont conservés, disparus ou enfouis, et à en restituer la cohérence historique. L'ex-Haute-Normandie n'a pas pour autant délaissée, même si l'objectif prioritaire est bien d'achever la partie occidentale. Le programme vise particulièrement à étudier les différents éléments dans l'histoire du conflit et leur place dans les dispositifs militaires. Il porte donc aussi bien sur les vestiges liés à l'Occupation que sur les vestiges alliés ou les traces et aménagements témoignant du vécu du conflit par les victimes civiles.

Le projet intervient à une période charnière qui voit la patrimonialisation pleine et entière de ces vestiges qui sont intégrés progressivement dans les procédures administratives et scientifiques : à la fois par des protections au titre de l'urbanisme et aussi par la mise en œuvre de suivi scientifique des projets de fouille ou de valorisation des vestiges. Ce travail passe par un travail important de pédagogie auprès des différents acteurs dans lequel ce PCR se révèle être un catalyseur.

Ce projet a nécessité l'élaboration d'un thésaurus des termes propres à ce patrimoine, outil qui pourra servir de référence nationale. Les missions de terrain et les dépouillements d'archives ont permis de couvrir la majorité des types de vestiges, ceux liés à l'Occupation (les plus nombreux), ceux liés aux populations civiles et ceux liés à la période de la Libération de la Normandie par les Alliés.

L'outil de consultation en ligne de la base de données construite par le service informatique de l'université de Caen est aujourd'hui accessible au public (<https://mrsh.unicaen.fr/vestigesnormandie/>).



Saint-Hilaire-Petitville (Manche), pont Bailey. © C. Billard

Ces données sont couplées à une cartographie de l'ensemble des sites et des éléments qui constituent ce patrimoine. Cette cartographie offre un nouvel outil de lecture et d'interprétation de cette période historique.

L'aboutissement du PCR ouvre plusieurs perspectives :

- une perspective patrimoniale : que reste-t-il des vestiges de la Seconde Guerre mondiale ? Comment les préserver ?
- une perspective géo-historique par la constitution de cartes interprétatives ;
- une approche thématique afin de comprendre et valoriser les aspects les plus méconnus des vestiges liés à ce conflit.

Session 2

Questions de vocabulaire

Des mots pour le dire : le vocabulaire des vestiges des conflits contemporains

Dans la proposition de PCR en Île-de-France et Centre Val-de-Loire formalisée fin 2019, plusieurs axes de travail avaient été envisagés. Parmi ceux-ci, une réflexion sur le vocabulaire était apparue nécessaire, afin que les actrices et acteurs de la recherche puissent « parler la même langue » ou s'entendre sur un lexique commun.

La lecture de nombreux rapports d'opérations archéologiques avait en effet montré qu'un nombre variable de termes pouvait être employé pour désigner un même type structure archéologique, parfois de manière impropre (par exemple une « tranchée à traverses » qualifiée de tranchée « en baïonnette », « en chicanes » ou encore « en fer à cheval »). Ce problème se retrouve aussi chez les historiens, confrontés dans les sources à une multitude de termes, suivant les documents, pour désigner un même objet ou structure (notamment dans les archives de la défense passive, rendant ainsi plus difficile la compréhension du système dans son ensemble ainsi que la localisation des abris). Il s'est alors agi de partir de l'existant et de s'appuyer sur des travaux déjà aboutis.

Pour la Première Guerre mondiale, les recherches réalisées et publiées par le Gegenaa (groupe d'étude de l'Université de Reims) ont servi de base (par exemple : Taborelli et al. 2017).

Quant à la Seconde Guerre mondiale, des membres du PCR « normand » ont été sollicités au regard de l'important travail de hiérarchisation lexicale effectué (Billard et al. 2017).

Au-delà ces travaux, une attention particulière a bien sûr été accordée aux archives et manuels militaires des XIX^e et XX^e siècles, pour se situer au plus près des réalités et, autant que possible, éviter les anachronismes.

Parallèlement, des échanges avec des membres du réseau Frantiq, en charge en 2021 de la refonte du Thésaurus Pactols, montraient qu'un travail considérable restait à faire en la matière pour qualifier les vestiges des conflits contemporains.

En 2022 encore, lors des rencontres de Bordeaux, ces questions de lexique ont été abordé, notamment en ce qui concerne la place des vestiges des conflits contemporains au sein de la carte archéologique nationale. Ces questions lexicales transcendant tant les périodes que les régions ou les institutions, un point d'étape collectif est proposé.










Bibliographie

Billard et al. 2017

BILLARD (C.), LAMACHE (S.), LABBEY (B.), BESNARD (M.), CAPPS-TUNWELL (D.), LELEU (J.-L.), LOIZEAU (M.-L.), PENET (L.), ROPARS (A.) — *Patrimoine des vestiges de la Seconde Guerre mondiale en Basse-Normandie - Rapport de deuxième année d'opération triennale 2016 : rapport de pcr.* 2017. 161 p.

Taborelli et al. 2017

TABORELLI (P.), DEVOS (A.), LARATTE (S.), DESFOSSÉS (Y.), BRENOT (J.) — Typologie et organisation spatiale des « polémo-formes » de la Grande Guerre révélées par l'outil LiDAR et les Plans directeurs. Application à la Champagne et à l'Argonne. *Revue de Géographie Historique*, 10-11, 2017, p. <http://rgh.univ-lorraine.fr/articles/view/88>.

	Plan directeur	Schéma de principe	LIDAR
Tranchée à traverses			
Tranchée à traverses en U			
Tranchée à traverses tournantes			

Extrait de typologie proposée pour des tranchées de la Première Guerre mondiale (Taborelli et al. 2017)

Session 3
Synthèse des résultats en Île-de-France et
Centre-Val de Loire

Brève présentation générale des résultats du PCR

Gwénaél MERCÉ (Inrap, UMR 5608 TRACES), François CAPRON (Inrap) et alii

En quatre ans, ce programme collectif de recherche a mobilisé 26 chercheurs et produit quatre rapports annuels totalisant 630 pages. Il s'articule autour de trois axes principaux :

1. Inventaire des vestiges des conflits contemporains

- Recensement systématique et normalisé des sites archéologiques dans les régions concernées.
- 142 sites intégrés à une base de données spatiale sous QGIS.
- Documentation issue de 157 références bibliographiques (dans une bibliothèque Zotero plus générale de 425 notices).

2. Recherches en archives

- Analyse des sources pour contextualiser les vestiges découverts.
- Identification raisonnée des fonds d'archives pertinents.
- Consultation de centaines de documents historiques.

3. Système d'Information Géographique (SIG) historique

- Géolocalisation et géoréférencement de données issues de cartographies militaires et d'archives textuelles.
- Intégration de milliers d'infrastructures défensives (1870-1871, fortifications du camp retranché de Paris, ligne Chauvineau).
- Recensement de 759 crashes d'avions (Seconde Guerre mondiale), 275 aérodromes allemands et une centaine de bombardements de la Royal Air Force.

Cette communication présentera un premier bilan des résultats obtenus.

ARCHÉOLOGIE DES CONFLITS CONTEMPORAINS EN RÉGIONS ÎLE-DE-FRANCE ET CENTRE-VAL DE LOIRE

Programme Collectif de Recherche
Rapport d'année probatoire 2020

Coordination : Gwénaél Mercé, Inrap
Février 2021



ARCHÉOLOGIE DES CONFLITS CONTEMPORAINS EN RÉGIONS ÎLE-DE-FRANCE ET CENTRE-VAL DE LOIRE

Programme Collectif de Recherche
Rapport de 1^{ère} année d'opération triennale 2021

Coordination : Gwénaél Mercé, Inrap
Contributeurs : Ancael R., Bédari M., Bérault G., Brenot J., Capron F., Daridgnac C., Mercé G., Poulle P., Randon D., Samuelsen N., Tignat P.



ARCHÉOLOGIE DES CONFLITS CONTEMPORAINS EN RÉGIONS ÎLE-DE-FRANCE ET CENTRE-VAL DE LOIRE

Programme Collectif de Recherche
Rapport de 2^{ème} année d'opération 2022

Coordination : Gwénaél Mercé
Aurélien Barrière, Olivier Baucher, Mehdi Bédari, François Capron, Cécile Daridgnac, Nathalie Gornot, Philippe Granchon, Gilles Grasset, Benoît Létayot, Gwénaél Mercé, Laurent Olivier, Pascal Poulle, Olivier Rancin, Olivier Royer-Ponzu, Nicolas Samuelsen, Pierre Tignat



Juin 2023

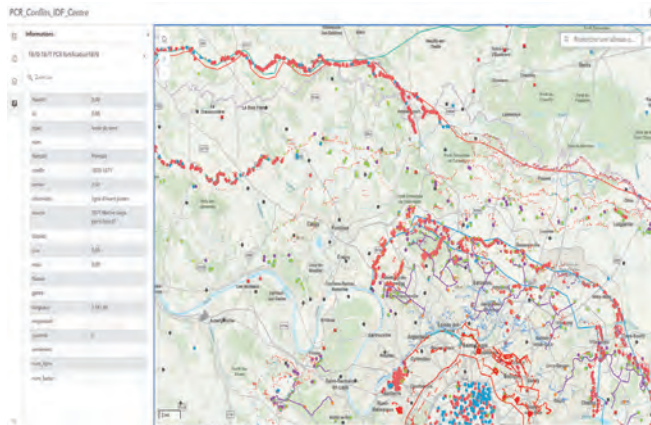
ARCHÉOLOGIE DES CONFLITS CONTEMPORAINS EN RÉGIONS ÎLE-DE-FRANCE ET CENTRE-VAL DE LOIRE

Programme Collectif de Recherche
Rapport de 3^{ème} année d'opération 2023

Coordination : Gwénaél Mercé
Clément Alex, Aurélien Barrière, Olivier Baucher, Mehdi Bédari, Cécile Daridgnac, François Capron, Julien Courcier, Cécile Daridgnac, Nathalie Gornot, Philippe Granchon, Aurélien Hamel, Alexis Lacroix, Gwénaél Mercé, Pascal Poulle, Grégoire Rousset, Nicolas Samuelsen, Pierre Tignat, Franck Vannier



Septembre 2024



Couvertures des rapports du PCR et capture d'écran du SIG historique

Archéologie en forêt, la Première Guerre mondiale loin du front (CRP, sites d'entraînement, cantonnements)

Guillaume BÉNAILY (ONF), Cécile DARDIGNAC (ONF), Pierrick TIGREAT (SRA Île-de-France)

Depuis plus de deux décennies, l'ONF et le SRA d'Île-de-France unissent leurs efforts pour inventorier et intégrer dans la gestion forestière le patrimoine archéologique des forêts publiques de la région. À cette fin, plusieurs campagnes de collecte de données LiDAR ont été menées sur divers massifs. L'ONF se charge de traiter ces données, de les interpréter, puis de vérifier sur le terrain les anomalies détectées. Des mesures de conservation des vestiges sont ensuite envisagées conjointement.

L'archéologie des conflits contemporains est un axe majeur de la recherche régionale, notamment pour la Première Guerre mondiale, explorée depuis une dizaine d'années. L'attention s'est portée sur le camp retranché de Paris (CRP). En 2014, un survol de la forêt domaniale de Montmorency (Val-d'Oise) a été réalisé dans le cadre du centenaire de la Grande Guerre pour repérer les vestiges du CRP. Des prospections thématiques ont suivi, menées en partenariat avec le Service départemental d'archéologie du Val-d'Oise (SDAVO).

Ces initiatives d'inventaire, de collecte LiDAR et de prospection ont permis de valoriser auprès du grand public le dispositif défensif installé autour de Paris en 1914, en collaboration avec l'Éducation nationale, le SDAVO, l'Établissement de communication et de production audiovisuelle de la Défense (ECPAD), la Mairie de Paris et l'Institut national de l'information géographique (IGN). Les actions ont été multiples : expositions, publications, ateliers et visites guidées pour les scolaires.

Aujourd'hui, l'attention se porte sur l'instruction militaire et la préparation des soldats avant leur envoi au front. Le site de Milly-la-Forêt (Essonne) enrichit les champs de recherche sur cette période en Île-de-France. L'analyse a permis d'inventorier les vestiges visibles et d'estimer l'étendue du site par prospection au sol. Les structures sont denses, avec quatorze bâtiments rectangulaires dans l'aire interne du cantonnement. Des sondages révèlent l'histoire sédimentaire du site. En 2025, une seconde année de recherches viendra compléter et homogénéiser les informations, intégrant les autres sites liés au centre d'instruction militaire : cantonnements, champs de tir, etc. Des réseaux de tranchées d'entraînement ont également été identifiés dans d'autres massifs.

Ainsi, cette démarche francilienne, déjà initiée en Normandie, est reconnue dans d'autres régions, a offert des opportunités de développer et de valoriser des actions pour le patrimoine archéologique de la Première Guerre mondiale en forêt.



Localisation avec plan interprétatif d'après les données LiDAR, prospection thématique des structures du site de Milly-la-Forêt (Essonne, Île-de-France). Structures 2, 3 et 4, zone 3 (1012200-TERR-51, © Cécile Dardignac)

Archéologie des bombardements et de la Défense Passive au cours de la seconde Guerre Mondiale en Centre-Val de Loire et Île-de-France : quelques réflexions

François CAPRON (Inrap), Alexis LECOQ (Université d'Orléans), Nicolas SAMUELIAN (Inrap)

À la fin de la Première Guerre mondiale, une nouvelle menace apparaît pour les civils : les bombardements aériens. Désormais, les frappes peuvent atteindre des cibles situées à plusieurs centaines de kilomètres du front, transformant les villes en champs de bataille potentiels. L'entre-deux-guerres est marqué par une montée des tensions entre la France et l'Allemagne, incitant les autorités françaises à élaborer des stratégies de protection contre ces attaques. Celles-ci s'organisent au sein de la Défense Aérienne du Territoire (D.A.T.), qui se divise en deux volets : la défense active, reposant sur les batteries de défense contre l'aviation (D.C.A.), et la Défense Passive (D. P), destinée à protéger la population et les infrastructures. Cette dernière peut être définie comme « l'ensemble des moyens prévus pour protéger les populations civiles contre les dangers et les conséquences d'un raid d'avions ennemis sur un point du territoire » .

Dès 1935, face aux lacunes de la France en matière de défense anti-aérienne, un programme de défense passive est lancé. Son objectif est de limiter les pertes humaines et les destructions par l'organisation de plans de protection à l'échelle nationale, départementale et municipale. Avec la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre, la Défense Passive devient obligatoire sur tout le territoire français. Ainsi, en 1939, les principales villes sont dotées d'un plan de défense passive et chaque commune est divisée en secteurs incluant des abris, des postes de secours et des équipements contre les attaques chimiques, qui font l'objet de dispositions particulières en fonction de leur situation et de leur importance stratégique. Par exemple, la commune d'Orléans est et demeure divisée en 54 îlots groupés en 8 secteurs et le premier plan de Défense Passive recense 589 abris dont 25 aménagés en abris publics ayant la capacité de recevoir 30 047 personnes ; il faut y ajouter 66 tranchées d'une capacité de 6 700 places. Ainsi la Ville peut protéger un maximum de 36 747 personnes. Les abris et tranchées sont signalés aux habitants à l'aide de papillons placardés dans l'îlot, de panneaux de bois ou d'inscriptions indiquant l'entrée de l'abri et sa capacité d'accueil. L'archéologie a permis de mettre au jour certaines de ces inscriptions encore visibles aujourd'hui notamment au 352 et 358 de la rue du faubourg Bannier à Orléans. Si l'aviation, ses bombardements et la défense passive sont indissociables : l'un ne peut être envisagé sans l'autre, car c'est précisément en réponse aux destructions causées par les raids aériens que ces dispositifs de protection ont été conçus. Ils ne sont cependant pas étudiés de manière équivalente. Dans nos régions, l'archéologie ne s'est pas encore intéressée aux épaves d'avions abattus, bien que leur existence soit documentée par des archives, des témoignages et des ouvrages spécialisés. À l'inverse, l'archéologie préventive met en évidence les vestiges de quelques abris, mais leur étude reste partielle : leur localisation précise, leur intégration dans un réseau défensif et leur matérialité sont encore mal connues. Comme souvent, l'histoire événementielle domine l'analyse au détriment du quotidien des populations civiles.

L'archéologie met en évidence que ces abris de défense passive sont des installations variées, adaptées aux contraintes locales. Certains sont aménagés dans des caves, d'autres dans des carrières souterraines ou encore construits spécialement pour cet usage (de l'abri personnel à la tranchée collective). Ces abris sont aujourd'hui difficiles à appréhender sur le terrain. Beaucoup ont été détruits par les bombardements eux-mêmes ou lors de la reconstruction d'après-guerre. Les archives offrent une vision théorique, parfois incomplète ou imprécise, de leur datation, de leur implantation et de leur fonctionnement.

Dans les Hauts-de-Seine, sur la commune de Nanterre, les récents travaux d'archéologie préventive ont fait sortir de l'oubli des aménagements dont la présence n'existait plus que dans les souvenirs lointains des derniers témoins et sous la forme de simples mentions dans des fonds d'archives. Ainsi l'histoire et le fonctionnement d'une tranchée-abri et d'une carrière destinés à protéger des employés et leurs familles a pu être révélée.



Tranchée-abris mise au jour à Nanterre (92)

L'archéologie permet aujourd'hui de redécouvrir ces vestiges et de les reconnaître comme un patrimoine à part entière. L'étude des abris fournit un aperçu concret des conditions de vie sous les bombardements et éclaire les stratégies de protection mises en place par les autorités et la population. En croisant données archéologiques et sources historiques, il devient possible de reconstituer ces dispositifs et leur évolution.

Mesurer la démesure : archéologie des infrastructures de la Luftwaffe

Gwénaél MERCÉ (Inrap, UMR 5608 TRACES)

Pour les régions d'étude prises en compte, plus d'une quinzaine de rapports d'opérations archéologiques consignent des vestiges liés à plusieurs aérodromes utilisés par l'armée de l'Air allemande au cours de la Seconde Guerre mondiale.

Des opérations de diagnostics, de fouilles ou de prospections aériennes ont ainsi permis de recenser divers types d'infrastructures (taxiways, tranchées de mise en défense, soutes à munitions, position d'artillerie anti-aérienne...).

Ces occurrences ponctuelles ont été le point de départ d'une approche plus large de ces sites.

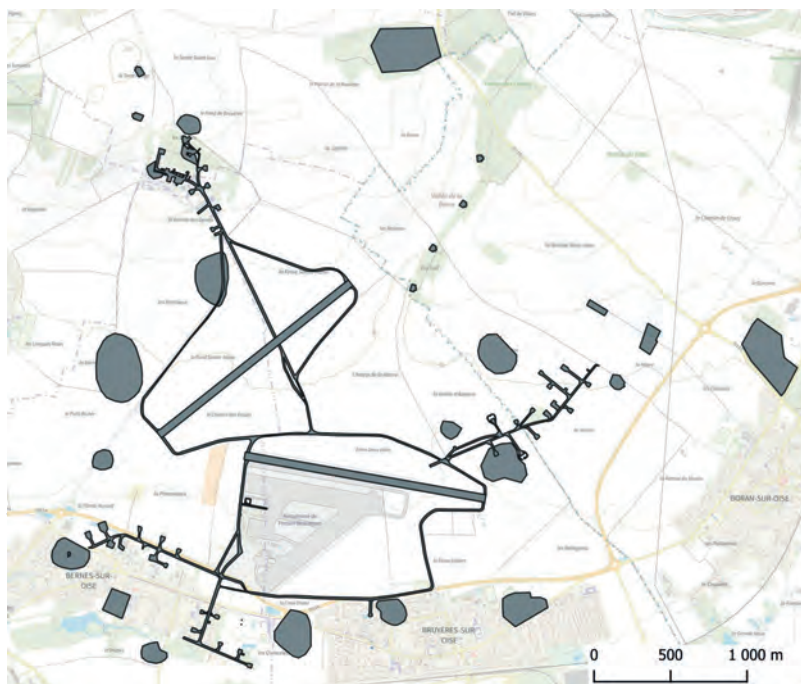
Le croisement de diverses sources documentaires (fonds d'archives, photographies aériennes, Lidar, travaux historiques) permet en effet de considérer ces vestiges dans une dynamique multiscalaire.

La typologie des infrastructures variées nécessaires au fonctionnement d'un aérodrome militaire a pu être précisée.

Leur cartographie, permettant d'examiner l'organisation générale au sein d'un site, autorise les comparaisons inter-sites. Elle offre aussi la possibilité de prendre la mesure de l'accroissement considérable des surfaces occupées par ces aérodromes, la plupart sites militaires français jusqu'en juin 1940, après leur prise en main par la Luftwaffe.

Au niveau régional, ces aérodromes s'insèrent dans un système associant dépôts logistiques, positions de défense anti-aérienne et autres sites destinés à l'entraînement au tir aérien et au bombardement.

La spatialisation de ces dispositifs permet d'appréhender la densité du maillage territorial d'une partie de ces armées d'occupation.



Posters

Avord développement d'une base militaire sur le temps long

Pascal POULLE (Inrap, LAT, UMR 7324 CITERES)

En 1868, dans un article sur les enceintes en terre dans le département du Cher, Alphonse Buhot de Kersers signale l'existence d'une enceinte fossoyée sur la commune de Farges à la hauteur d'Avord sur la crête d'un plateau qui domine la rive droite de l'Yèvre. Il y voyait des fortifications laissées par des troupes romaines.

A la veille de la guerre de 1870, la commune, qui ne compte quelque 360 habitants est une station sur la ligne de chemin de fer de Bourges à Nevers, dotée du télégraphe. Pendant le conflit c'est l'un des points où se concentrent les forces du général Bourbaki qui s'apprêtent à opérer sur les arrières de l'armée allemande.

Au lendemain de la guerre, l'armée décide d'y établir un camp d'instruction des troupes susceptible d'accueillir une division en profitant de l'espace qu'offre le plateau pour en faire un champ de manœuvre. L'un des promoteurs du projet est le comte de Choulot, commandant des mobiles du Cher en 1870-1871.

Le camp constitué de baraquements qui s'organisent selon le principe du Front de Bandière d'une division sort très rapidement de terre. Il sert un temps d'école de sous-officiers.

En 1910 le conseil général du Cher qui a organisé un premier meeting aérien à Bourges propose à l'armée d'y établir un centre de formation d'aviateurs par lequel passeront de nombreux élèves pilotes pendant la Grande Guerre.

Dans l'entre-deux Guerres, Armée de Terre et Armée de l'Air coexistent sur le site qui devient un centre de formation pour la reconnaissance aérienne.



Camps d'Avord, Front de Bandière d'une division, d'après P. de Choulot 1872.
© P. Poulle Inrap.

Après la défaite de 1940, la base est occupée par les allemands jusqu'en 1944. Ils développeront ses infrastructures en y ajoutant une piste. Plusieurs fois bombardée, elle est reprise par la seule armée de l'air à la Libération.

Les différents diagnostics archéologiques réalisés sur la commune d'Avord et à l'intérieur de la base ont permis d'appréhender l'évolution du camp de 1871 à 1945 et de documenter d'anciennes infrastructures de DCA, des années 1930.

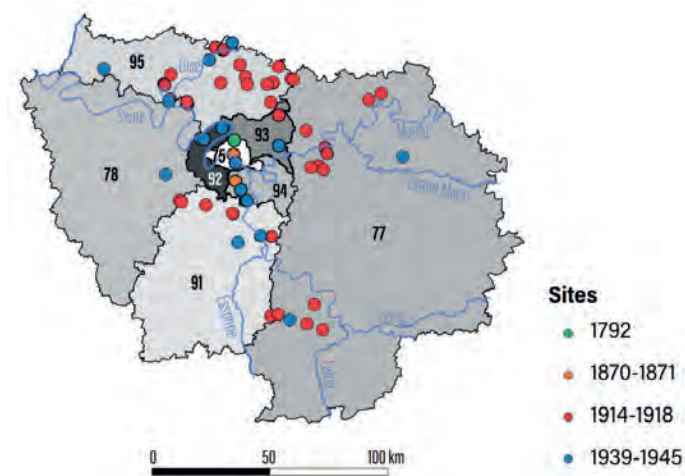
Vestiges de guerre en Île-de-France

Gwenaël MERCÉ (Inrap, UMR 5608 TRACES)

Ces deux posters ont été réalisés dans le cadre des Journées Archéologique Européennes de 2022, village de l'archéologie sur la thématique archéologie des conflits, musée de l'Armée/Invalides, Paris. Leur contenu étant encore à jour, il nous a semblé pertinent de les présenter à nouveau dans le cadre de cette journée.

Traces archéologiques des conflits contemporains

Les guerres contemporaines ont laissé de profondes empreintes dans les paysages franciliens. Ces vestiges, visibles ou enfouis, constituent des témoignages archéologiques essentiels qui complètent les sources historiques et documentaires. Leur étude permet de mieux comprendre les stratégies militaires, les conditions de vie des combattants et des populations civiles, ainsi que l'impact de ces conflits sur l'environnement (**fig**).



Localisation des sites concernant les guerres contemporaines © Gwenaël Mercé et Nathalie Gomes, Inrap



Pièces de monnaie © Laurent Petit, Inrap

Prospections et fouilles archéologiques

Les prospections menées par l'ONF (Office National des Forêts) ont révélé des centaines d'infrastructures militaires conservées en forêt, notamment celles du camp retranché de Paris érigé durant la Première Guerre mondiale. Certains vestiges témoignent également des combats de la guerre franco-prussienne de 1870-1871 et des installations stratégiques de la Seconde Guerre mondiale. En parallèle, l'archéologie préventive, réalisée sur prescription de l'État lors de projets d'aménagement, met au jour des infrastructures similaires, souvent enfouies sous les zones urbaines et industrielles actuelles. Ces investigations permettent de documenter plusieurs centaines de sites, incluant des fortifications, des tranchées, des infrastructures logistiques allemandes et des témoignages d'actes de résistance.

Des traces dans le sol...

Un abri semi-excavé à Villejuif

Lors d'un diagnostic archéologique à Villejuif (Val-de-Marne), précédant la construction de logements, des vestiges du siège de Paris de 1870-1871 ont été identifiés. Parmi eux, un abri semi-excavé sommaire, appelé «fond de cabane», présentait deux banquettes latérales creusées dans le sol et un foyer aménagé avec des pavés de grès récupérés. Des balles de Chassepot et des fragments de pipes en terre cuite y ont été retrouvés, témoignant de la rudesse des conditions de vie des soldats durant cet hiver rigoureux.

Sur les images...

Une cible d'entraînement aérien détectée par Lidar

Dans la forêt domaniale des Trois-Pignons (Seine-et-Marne), une couverture Lidar a mis en évidence une vaste structure circulaire de 400 m de diamètre, avec une ellipse centrale. Sur le terrain, ces formes correspondent à des murets en pierre sèche et à des fragments de bombes factices constituées d'une âme en fer enrobée de béton. Ce site a été identifié comme une cible d'entraînement aux bombardements aériens pour la Luftwaffe durant la Seconde Guerre mondiale.

Et des vestiges enfouis...

Un lot de monnaies à Gennevilliers

Lors d'une fouille préventive à Gennevilliers (Hauts-de-Seine), destinée à l'étude de vestiges médiévaux, une découverte inattendue a été faite : 1432 pièces de 5, 10 et 25 centimes, frappées entre 1917 et 1938, enterrées dans un contenant en bois (fig). Ces monnaies en cupro-nickel, de faible valeur faciale, étaient recherchées par l'occupant allemand pour alimenter son industrie d'armement. Leur enfouissement volontaire pourrait constituer un acte de résistance, répondant aux appels de la BBC et de Radio Londres en janvier 1941 à «planquer les sous» (sur l'air de « Savez-vous planquer les choux ») pour entraver l'effort de guerre ennemi. Une enquête archivistique est en cours pour tenter d'identifier l'auteur de cet acte.

Vestiges de la guerre de 1870 à Villejuif

Aurélie BATTISTINI (Service Archéologique du Val-de-Marne)

De nombreuses opérations archéologiques ont révélé plusieurs vestiges du conflit franco-prussien dans plusieurs communes du département, aussi bien matériels que des constructions provisoires, comme on peut l'observer à Villejuif (94).

Ce poster présente les résultats du diagnostic archéologique qui a livré à la fois des vestiges gallo-romains ainsi que des structures datées de 1870 (BATTISTINI 2014). Ces ouvrages temporaires ont été réalisés pour renforcer la défense de la ligne sud constituée de plusieurs forts et de redoutes, dont la redoute des Hautes-Bruyères, la plus proche, se situe à seulement quelques mètres de l'opération.

Un fossé orienté est/ouest a été interprété comme étant une tranchée défensive dont le comblement a livré du mobilier contemporain. Une carte sur les travaux défensifs de la rive gauche datant de 1872 réalisés par les Français et les Prussiens entre le 20 septembre 1870 et le 26 janvier 1871 (VINOY 1872) indique une grande tranchée au sud de Villejuif qui semble correspondre à l'ouvrage qui a été retrouvé lors du diagnostic.

À proximité de cette tranchée, une structure rectangulaire aménagée de banquettes latérales, d'un trou de poteau, puis d'un foyer, rappelle celles découvertes sur le camp de Montreuil à Étaples-sur-Mer (LEMAIRE 2011). Ce dispositif n'est sûrement pas isolé comme en témoigne la carte des travaux défensifs sur la rive gauche datée de 1872. En effet, au-dessus de la tranchée figurent plusieurs points qui pourraient symboliser l'emplacement de ces dispositifs temporaires.

Bibliographie

Battistini 2014

BATTISTINI (A.) — Villejuif, ZAC Campus Grand Parc, Chemin de la Redoute (Lot D1), 143 avenue de la République (Lot E1), Service archéologique départemental du Val-de-Marne, Villejuif, 84 p.

Lemaire 2010

LEMAIRE (F.) – Les camps napoléoniens d'Étaples-sur-Mer (camp de Montreuil 1803-1805) : recherches en cours. Archéologie de la Picardie et du Nord e la France, revue du Nord, tomes 92, 2010, n°388, pp.39-49.

Vinoy 1872

VINOY (J.) – Campagne de 1870-1871, siège de Paris, opération du 13e corps et de la troisième armée, Henri Plon (imp.), Paris, 1872, 536p.

Un conflit insaisissable par l'archéologie en Région Centre-Val de Loire ?

François CAPRON (Inrap), Gilles GREDDAT (Fédération Archéologique et Historique du Loiret) et Alain LELONG (LAT, UMR 7324 CITERES)

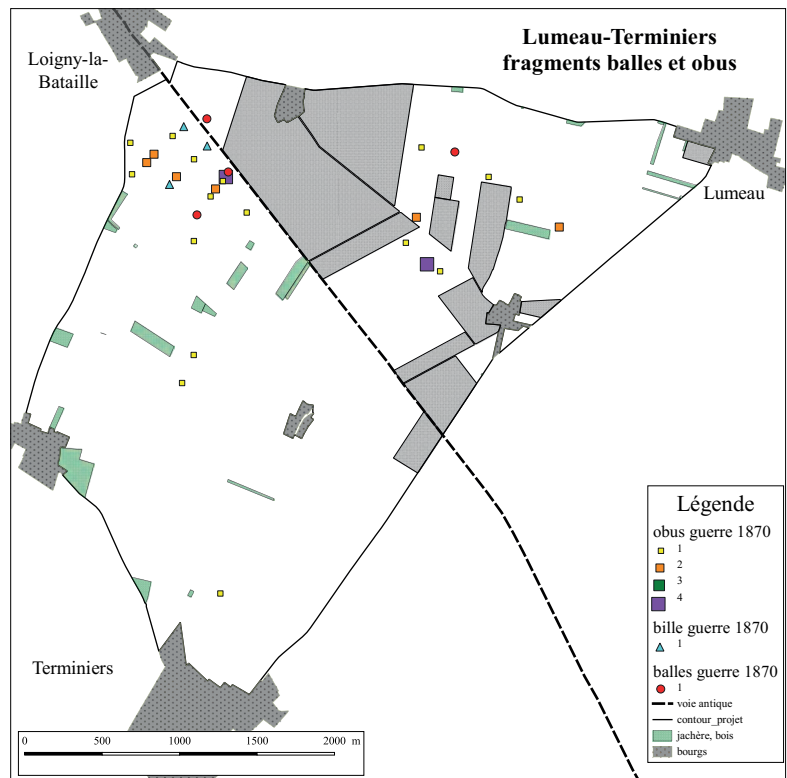
La guerre de 1870-1871 a laissé une empreinte variable en région Centre-Val de Loire, touchant principalement le nord-est (Loiret, Eure-et-Loir) où se sont déroulées plusieurs batailles (Tourey, Patay, Loigny, Coulmiers, Orléans). Malgré des commémorations et un musée à Loigny-la-Bataille, les vestiges matériels de ce conflit restent rares. Comment l'archéologie peut-elle les révéler ?

Contrairement aux conflits mondiaux du XX^e siècle, la guerre de 1870-1871 a laissé peu de traces archéologiques. Son caractère bref (un peu plus de six mois) et très mobile, sans guerre de position marquant durablement le paysage, explique cette rareté. De plus, dès la loi du 4 avril 1873, les sépultures de combattants ont été relevées et transférées dans des concessions spécifiques des cimetières communaux.

Les découvertes archéologiques se résument à quelques munitions en surface et des projectiles identifiés à Terminiers et Lumeau. À Poupry, des fragments d'obus d'artillerie française, réutilisés pour caler un poteau, témoignent des cantonnements bavarois.

À ce jour, seuls des aménagements défensifs temporaires (batteries, tranchées...) semblent accessibles aux investigations archéologiques. L'étude de ces structures demeure essentielle, car elles constituent les rares témoignages matériels de ce conflit en région Centre-Val de Loire.

Spatialisation des projectiles mis au jours à Terminiers et Lumeau (28) lors des prospections pédestres. © A. Lelong



Des plans aux vestiges : redonner corps aux tranchées de 1870-1871 !

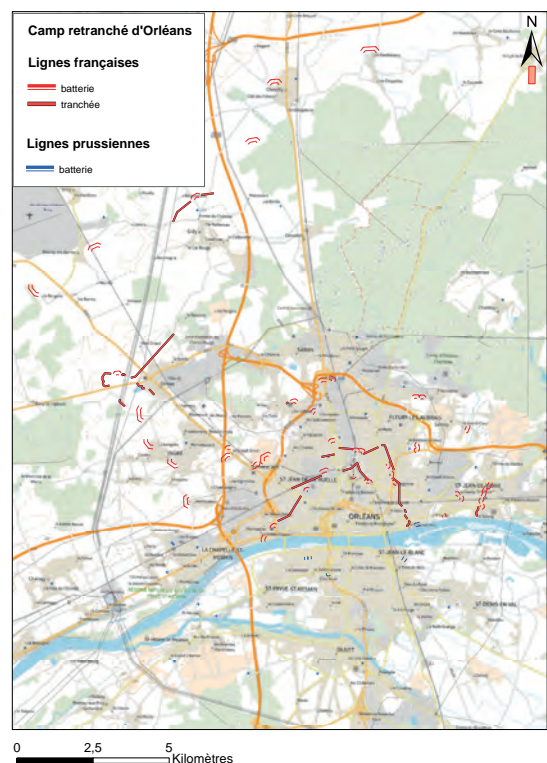
François CAPRON (Inrap), Olivier BAUCHET (Inrap, UMR 7041 ARSCAN), Medhi BELARBI (Inrap)
(avec la collaboration de Pascal POULLE (Inrap, LAT, UMR 7324 CITERES))

L'identification des lignes de défense de la guerre de 1870-1871 constitue un défi majeur pour l'archéologie, car elles sont souvent difficiles à localiser et dépourvues de mobilier caractéristique. Leur repérage nécessite une superposition avec d'anciennes cartographies militaires, comme cela a été fait à Ormes (45), où une tranchée liée aux combats de 1870 a été découverte.

Les sources disponibles incluent des récits contemporains et des études historiques, mais leur précision varie : certains sont très généraux et manquent de précision (Fig 1), d'autres ne couvrent qu'un secteur limité, laissant parfois dans l'ombre les emprises étudiées par les archéologues.

Les archives du Service historique de la défense à Vincennes, notamment la série L et les documents du régiment du Génie, fournissent des informations précieuses sur la localisation et la nature des aménagements défensifs. Ces documents ont les mêmes limites que les précédents.

Géoréférencement des défenses du camp retranché d'Orléans en 1870 à partir d'une carte publiée en 1873. © M. Belarbi, Inrap



Certains plans non directement liés au conflit s'avèrent être des sources inattendues mais cruciales. Ainsi, un plan de Tavers de 1888, réalisé par l'instituteur Abel Adam pour répertorier les parcelles viticoles, mentionne clairement des tranchées du 9 décembre 1870 (combats de Beaugency-Cravant). Ces documents illustrent l'intérêt d'une approche pluridisciplinaire croisant archives militaires, cartographie civile et archéologie de terrain.

L'ensemble de ces recherches met en évidence la complexité d'identification des vestiges de 1870-1871. Les sources écrites restent limitées et imprécises, et les vestiges eux-mêmes sont difficilement caractérisables sans une méthodologie adaptée, incluant l'usage de détecteurs de métaux. Il est donc essentiel d'engager une réflexion sur le recensement et l'étude de ces structures. Ces aménagements, sans doute les seuls témoins matériels accessibles à l'archéologie dans la région, subissent une érosion constante due aux aménagements modernes. Leur préservation et leur analyse doivent devenir une priorité pour mieux comprendre cette période de l'histoire militaire.

Les tranchées d'Orme (45) et de Bourges 1870

Pascal POULLE (Inrap, LAT, UMR 7324 CITERES)

En région Centre-Val-de-Loire deux opérations archéologiques ont livré des vestiges de retranchements creusés pendant la guerre de 1870-1871.

En 2003 à Bourges sur la butte d'Archelet un diagnostic a permis de reconnaître, sur une longueur de 15 m une tranchée large de 5 à 6 m pour une profondeur supérieure à 2,50 m.

Et en 2009 et 2010, à Ormes un diagnostic suivi d'une fouille a été l'occasion de documenter une tranchée de la même période, sur une longueur de 144 m. Large de 2 à 2,30 m à son ouverture, de 1,2 à 1,8 m en fond de structure pour une profondeur conservée variant de 0,30 à 0,70 m.

À Bourges la tranchée de la butte d'Archelet, participe d'un système de fortification, qui en s'appuyant sur les hauteurs, les rivières et les anciennes fortifications urbaines, entoure toute la ville afin de mettre à l'abris d'un coup de main, les établissements militaires berruyers nouvellement créés. Elle s'inscrit dans un projet élaborer et mis en œuvre par les officiers du génie, dès que le département du Cher a été placé en état de siège à la fin du mois d'août. L'ensemble est construit et armé par les marins qui forme la garnison de la ville.

L'ouvrage découvert à Ormes s'est trouvée quant à lui, au cœur des combats livrés aux abords d'Orléans le 11 octobre 1870, avant que les allemands ne s'emparent de la ville une première fois. Victorieuse à Coulmiers le 9 novembre, l'armée de la Loire réoccupe Orléans. Plutôt que de marcher sur Paris, elle se retranche sur la rive droite du fleuve. Les mêmes officiers du génie qui avaient travaillé à Bourges organisent alors à la hâte un ensemble de fortifications dans lesquelles s'inscrit la tranchée d'Ormes. Ces positions n'empêchent pas le retour offensif des allemands qui reprennent Orléans les 4 et 5 décembre suivants.



Ville de Bourges, travaux de défenses, plan parcellaire des terrains expropriés au lieu-dit Butte d'Archelet, novembre 1870, AD Cher 1 R 64.

© AD Cher.

Archéologie du camp retranché de Paris

Gwenaël MERCÉ (Inrap, UMR5608 TRACES)

Ces deux posters ont été réalisés dans le cadre des Journées Européennes de l'Archéologie de 2018, pour une exposition sur l'archéologie de la Première Guerre mondiale à la médiathèque «le Temps des Cerises», d'Issy-les-Moulineaux (92). Leur contenu étant encore à jour, il nous a semblé pertinent de les présenter à nouveau dans le cadre de cette journée

À la veille de la Première Guerre mondiale, la défense de Paris repose sur des ouvrages de fortification permanente bâtis au XIX^e siècle. L'entrée en guerre, le 2 août 1914, déclenche la construction d'une multitude d'infrastructures de terre et de bois destinées à renforcer ce dispositif. L'archéologie préventive en révèle parfois les traces.

Des tranchées par milliers

Les archives militaires attestent qu'entre l'été 1914 et la fin de l'année 1915, plus de 7 000 ouvrages (tranchées pour l'infanterie, batteries d'artillerie, dépôts de munition, abris divers...) ont été creusés et aménagés. N'ayant jamais été le lieu de combats, ces infrastructures ont marqué les paysages franciliens pendant toute la durée de la guerre. Depuis le début des années 1990, une trentaine d'opérations d'archéologie de sauvetage, puis préventive, ont mis au jour des traces de ces aménagements (**fig**). Ces fenêtres d'observations archéologiques, modestes au regard de l'ampleur des travaux réalisés pendant le conflit, offrent toutefois des données nouvelles pour l'histoire des systèmes de défense de Paris.

Les différents types d'aménagements

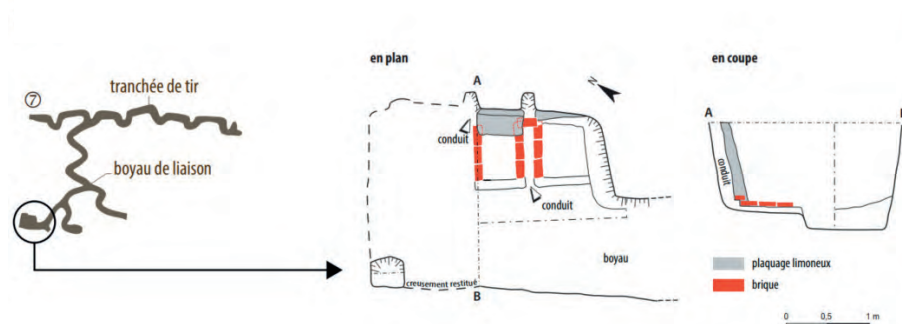
Diagnostics ou fouilles révèlent des plans variés pour les tranchées d'infanterie. L'étude combinée des données de terrain et des archives laisse percevoir dans les premiers mois de la guerre une grande variabilité des manières de construire les tranchées. Dès l'hiver 1914, le plan « à traverses » devient la norme. En effet, alors que la guerre de mouvement se transforme en guerre de position, la forme des ouvrages évolue rapidement. L'archéologie, en révélant cette diversité, qui n'apparaît pas à la seule lecture des manuels ou instructions militaires de l'époque, offre une vision affinée et enrichie de l'histoire du camp retranché de Paris. Au-delà des tranchées d'infanterie, bien d'autres types d'aménagements restent à découvrir et à étudier par les archéologues.



Tranchée de tir d'infanterie en cours de fouille à Belloy-en-France. © Inrap

La vie quotidienne

Des aménagements de confort, tel un abri-cuisine, ont été mis au jour : d'étroites rigoles vouées à accueillir du combustible étaient creusées dans le sol et bordées de briques pour soutenir des récipients (**fig**). Un conduit aménagé dans la paroi, fermé par un placage de limon, servait de cheminée. L'absence de trace de chauffe montre que ces fourneaux n'ont pas été utilisés. Les infrastructures du camp retranché de Paris, peu utilisées, ont été gardées, entretenues, ou ont servi de lieu d'exercice pendant toute la guerre. Ce mode de fréquentation provisoire rend les vestiges mobiliers rares. Des objets du quotidien, surtout liés au domaine culinaire, sont pourtant présents sur les sites fouillés : broc à eau et casserole à Tigery, gamelles à Villiers-le-Bâcle, boîtes de conserve et bidons à Belloy. Au plus près de ceux qui ont construit ces espaces et y ont vécu, l'archéologie éclaire des aspects méconnus de l'histoire de la Première Guerre mondiale en Île-de-France.



Abri enterré équipé de fourneaux à Moussy-le-Neuf. © Inrap



Résultats d'un diagnostic à Soings-en-Sologne (41) : les vestiges d'une zone d'entraînement américaine de la Première Guerre mondiale

Sylvia Jouanneau-Bigot (Inrap) et alii.

Localisée sur la commune de Soings en Sologne dans le Loir et Cher, l'opération de diagnostic du « Bois du Vent » de 52,22 ha a permis la découverte de vestiges de différentes périodes, depuis la Préhistoire à la période contemporaine.

Des vestiges liés au premier conflit mondial ont été découverts dans le tiers nord du diagnostic et se développent selon un axe est – ouest, en direction du tumulus du Grand Montanjon. Des structures en creux ont été identifiées comme des tranchées d'exercice, des fosses de tirs ou encore des zones de points stratégiques. Les infrastructures du diagnostic sont peu équivoques en comparaison à d'autres sites militaires de la même époque.

Au regard de l'important matériel militaire mis au jour et des archives en présence, il ne fait aucun doute du passage de régiments d'infanterie de l'armée américaine dans ce secteur. La grande quantité de munitions américaines estampillées entre 1904 et 1917 prélevée atteste de leurs présences.

Le site d'entraînement américain de Soings fait partie d'un vaste ensemble du paysage de guerre construit en Sologne et dans la Vallée du Cher en 1917-1918.

La ligne Chauvineau, groupe ouest : (re)découverte de vestiges oubliés de la Seconde Guerre mondiale (Val-d'Oise)

Pierrick TIGREAT (SRA îdF, UMR 7041 ArScAn, Université Paris I)

Dans le cadre du développement des recherches sur les vestiges des conflits contemporains en Île-de-France, un nouveau projet d'archéologie programmée a débuté à propos de la ligne Chauvineau dans le département du Val-d'Oise.

En complément de la ligne Maginot, s'était développé le projet d'une ligne de défense secondaire autour de Paris. Malheureusement, un retard considérable est pris en raison de l'effort prioritaire demandé par l'équipement des frontières. De plus, en 1938, le général Billote revoit les plans dressés en 1931. Il recommande une ligne plus proche de Paris pour réduire les forces nécessaires à sa défense. Et, celle-ci ne doit être édiflée qu'au dernier moment, à l'approche de l'ennemi. Elle ne sera donc mise en œuvre qu'en septembre 1939 suite à l'invasion de la Pologne.

Ainsi, en 2010, un premier tracé de fossé antichar de 1,86 km était reconnu avant une intervention (LEFEUVRE et alii 2011). En 2022, par la prospection au sol, il a été entrepris de poursuivre l'inventaire de ces vestiges contemporains qui demeurent, paradoxalement, un patrimoine en danger car difficilement assimilé comme un patrimoine archéologique ou historique.



À Neuville-sur-Oise, plan des sites prospectés de la ligne Chauvineau, en haut, tourelle pour mitrailleuse Hotchkiss, en bas, abri bouclier pour canon anti-char de 25 mm. © Pierrick Tigreat

Découverte d'une tranchée-abri à Champigny-sur-Marne

Aurélie BATTISTINI (Service Archéologique du Val-de-Marne)

En 2020, lors de travaux d'assainissement sur le parvis de l'église Saint-Saturnin à Champigny-sur-Marne, un ouvrage bétonné et des ossements humains ont été découverts. Le Service régional de l'archéologie ainsi que le service Archéologie du Val-de-Marne ont été appelés pour constater les découvertes. Il faudra attendre 2024, lors d'une prescription de diagnostic, pour que le service puisse de nouveau intervenir sur la structure de défense passive. Étant donné l'importante dégradation de la structure, le service Archéologie du Val-de-Marne, avec le soutien financier du Service régional de l'archéologie, a réalisé une photogrammétrie et lasergrammétrie intégrale de la tranchée abri. Cette initiative vise à préserver la mémoire de cette structure devenue inaccessible.

Cet abri était prévu pour les enfants de l'école du centre, qui se trouve à une distance de quelques centaines de mètres de la tranchée-abri. La date précise de sa construction reste encore indéterminée. Cependant, en 1939, la ville sollicite le préfet de la Seine afin d'ouvrir un crédit pour l'organisation de la défense passive. L'abri est de plan symétrique et reprend celui des tranchées à traverses tournantes. Il occupe une surface de 68,27 m² et est constitué de plusieurs dalles en béton armé. Cette tranchée possède deux accès répartis de part et d'autre du couloir et est équipée de diverses installations pour son assèchement. De part et d'autre de chaque accès, deux cabines de chef de poste ont été aménagées. De nombreuses ferrures sont encore fichées dans les murs servant à supporter des bancs à rabattement, désormais absents. Cet ouvrage militaire n'est pas isolé dans la ville, un second dans le quartier de la Fourchette, n'a pas encore été localisé précisément.

Bibliographie

BATTISTINI à paraître

BATTISTINI (A.) – « Etude d'une tranchée-abri », in Bayard (V.), *Champigny-sur-Marne (Val-de-Marne), rue de l'église et le parvis de l'église Saint-Saturnin, projet 1 : rapport de sondage*, Villejuif : Service archéologique départemental du Val-de-Marne.

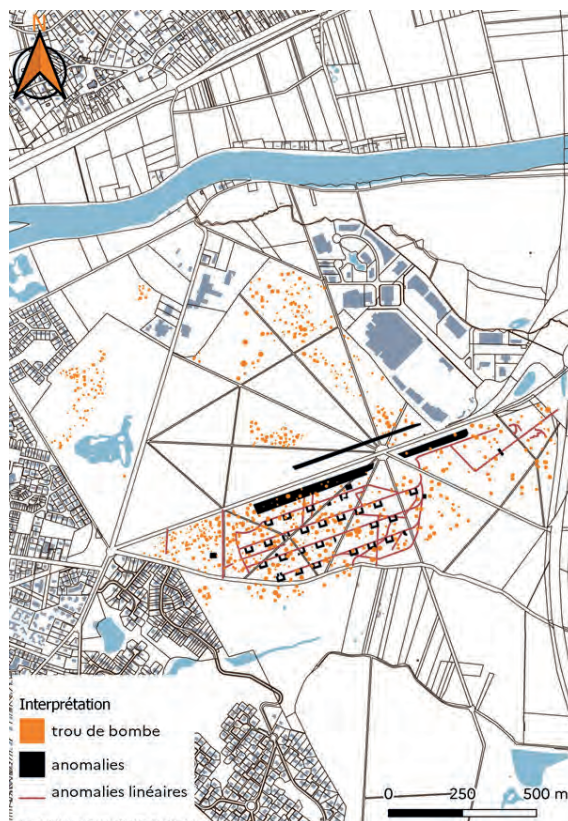
L'utilisation des données LiDAR sur les sites de conflits : la forêt de l'Isle-Adam (Val-d'Oise)

Pierrick TIGREAT (SRA îdF, UMR 7041 ArScAn, Université Paris I)

Les analyses des données LiDAR contribuent à la cartographie des vestiges d'un site de la Seconde Guerre mondiale en « forêt domaniale de L'Isle-Adam » dans le département du Val-d'Oise (Île-de-France), sur 120 ha. Le paysage forestier apparaît comme patrimoine archéologique, devenu depuis patrimoine naturel par la restauration de zones humides dans les trous de bombe.

À partir de 1943, un dépôt sous le contrôle de la « Luftwaffe » est installé dans les bois. Non seulement des bâtiments en brique et béton semi-enterrés servaient de base d'approvisionnement de V1, de stockage de munitions et de torpilles de la marine, mais encore le site était protégé et des voies ferrées relient les installations. Les trous de bombes marquent les importants bombardements stratégiques des alliés.

En conséquence, il est possible de donner une indication sur l'importance des structures pour améliorer l'inventaire de la carte archéologique, la prospection au sol et le suivi patrimonial du site en forêt domaniale.



Carte archéologique des structures identifiées au « Bois de Cassan ». © Pierrick Tigreat

La Défense passive en banlieue parisienne à travers le cas de la commune de Nanterre (Hauts-de-Seine)

Nicolas Samuelian (Inrap, UMR 8068 Temps)

À la lumière des interventions archéologiques de ces dernières années, les vestiges liés au programme de prévention et de protection des populations civiles refont surface à Nanterre (Hauts-de-Seine). Ils se présentent sous la forme de consolidation de lieux préexistants comme les caves, les tunnels et les carrières. Ceux construits ex-nihilo ont largement été détruits pendant les Trente Glorieuses. Ce fut notamment le cas d'un abri situé sur le futur tracé de l'avenue Joliot-Curie, détruit en 1957. Les caves renforcées comme sous la mairie ou bien encore le réaménagement de l'ancienne carrière de calcaire de La Folie sont de nos jours toujours visibles. Dès 1939, cette dernière a fait, en plus d'un renforcement du ciel de carrière par des piliers métalliques, l'objet d'une division de l'espace par la création de deux cheminements destinés à séparer les victimes selon leur exposition, ou non, à l'ypérite (gaz moutarde). À 1 km de là, les employés de la Papeterie de la Seine, logés sur place, ont bénéficié de la construction d'une tranchée-abri destinée à mettre leurs familles à l'abri. L'observation minutieuse de toutes les marques présentes sur les murs et le sol ont permis de « reconstituer » le mode d'occupation de cette tranchée en resituant l'emplacement des bancs, du système électrique et d'évacuation des eaux.

Les nombreuses opérations archéologiques effectuées à Nanterre permettent de révéler cet aspect souvent méconnu de ce passé récent dont les vestiges ont soit disparu, soit se sont fondus dans le paysage actuel.



Réaménagements de l'ancienne carrière de calcaire de La Folie (Nanterre)

Les Orléanais face à la défaite. Septembre 1939 - septembre 1940

Alexis LECOQ (Université d'Orléans)

Cet ouvrage, fruit de deux années de recherches dans le cadre d'un master en histoire à l'Université d'Orléans, explore comment la population orléanaise a vécu la défaite de 1940 et affronté les bouleversements induits par la guerre. Basée sur des archives locales et des témoignages recueillis auprès d'une vingtaine d'Orléanais ayant vécu en ville en 1939-1940, cette étude vise à saisir au plus près le quotidien et les expériences des Français durant cette période.

Le 3 septembre 1939, à 11h, les sirènes de la cathédrale retentissent pour officialiser la déclaration de guerre. Les Orléanais plongent alors dans ce que l'historiographie retient sous le nom de « drôle de guerre ». Une période de neuf mois d'attente, de peur et de doute, durant laquelle les civils expérimentent les bouleversements inhérents à la guerre. Les premières semaines sont marquées par la mobilisation, où nombre d'enfants se voient séparés d'un père, d'un frère ou d'un oncle, et les réquisitions qui perturbent leur quotidien. Puis vient le temps de l'attente, les civils découvrent alors la défense passive et les nombreux exercices d'alerte face au danger aérien qui plane sur eux. Ils apprennent à descendre dans les abris et enfiler un masque à gaz, quand il y en a suffisamment pour tout le monde.

Enfin, alors que la guerre semble lointaine, les orléanais tentent de reprendre une vie normale malgré les restrictions et les premières pénuries alimentaires. Les cafés et restaurants réouvrent, les cinémas font salles combles et les bals et les manifestations sportives sont de nouveau autorisés. La vie semble reprendre son cours comme si de rien n'était et la population semble presque oublier que le pays est en guerre. À ce moment, les Orléanais sont bien loin d'imaginer le désastre militaire que va connaître la France. La propagande et la censure jouant bien son rôle.

Après neuf mois d'une d'attente, les Loirétains sont brutalement confrontés à la « vraie » guerre. Le 10 mai 1940, des centaines de milliers de Français sont réveillés par le bruit des sirènes. Des dizaines de gares, d'aérodromes et de ports sont bombardés, en quelques jours. Le 11 mai vers 11 heures, l'aérodrome de Bricy, proche d'Orléans, fait l'objet d'une attaque aérienne. À partir de cette date, la guerre ne cesse de se rapprocher.



Rapidement, les Orléanais voient les premiers réfugiés arriver en ville, entraînant avec eux rumeur et peur. Le 6 juin 1940, la ville d'Orléans connaît son premier bombardement, annonciateur d'un véritable cataclysme. Les 15 et 16 juin 1940, le centre-ville d'Orléans sombre dans les flammes causées par les bombes allemandes. Le jour même à 15h, les Allemands entrent dans la ville et malgré la destruction des ponts routiers par le génie français, l'ennemi traverse la Loire entre 16h et 17h par le pont de Vierzon resté intact.

Face au danger grandissant, les Orléanais se jettent à leur tour sur les routes de l'exode. Beaucoup d'entre eux se contentent de suivre le mouvement et prennent donc la direction du sud sans réelles convictions, simplement par effet d'entraînement. Ils partent alors en voiture, à vélo ou à pied, tandis que les plus chanceux attrapent les derniers trains. Chaque famille tente de prendre le plus d'affaires avec elle, quitte à les entasser dans la voiture ou sur une charrette. Sur la route, il faut survivre jour après jour et trouver de quoi se ravitailler et un endroit pour dormir. Si pour les enfants cette expérience ressemble à une incroyable aventure, il faut aussi tromper à la mort à chaque instant et éviter les bombardements ou les mitraillages dévastateurs sur les routes. Rapidement, la plupart sont rattrapés par les Allemands qui déferlent plus vite vers le sud. Puis passé l'armistice commence le temps du retour. Celui-ci s'étale sur plusieurs semaines voire mois. Une fois rentrés, beaucoup constatent l'ampleur des dégâts. Maisons pillées ou détruites, certains n'ont plus rien tandis que d'autres doivent apprendre à cohabiter avec l'occupant.

Grâce aux archives et aux témoignages, cette étude apporte un certain nombre de connaissances sur le début de la Seconde Guerre mondiale à Orléans. Néanmoins, l'étude des vestiges archéologiques conduit parfois à relativiser voire à revoir certains points. Ils permettent aussi d'éclairer concrètement les conditions matérielles de la vie quotidienne des populations comme les vestiges liés à la défense passive. Dans le cadre de ce PCR ces connaissances furent notamment utiles pour une meilleure contextualisation lors d'études de certains vestiges découverts à Orléans comme ceux liés à la Défense passive ou aux bombardements de juin 1940.

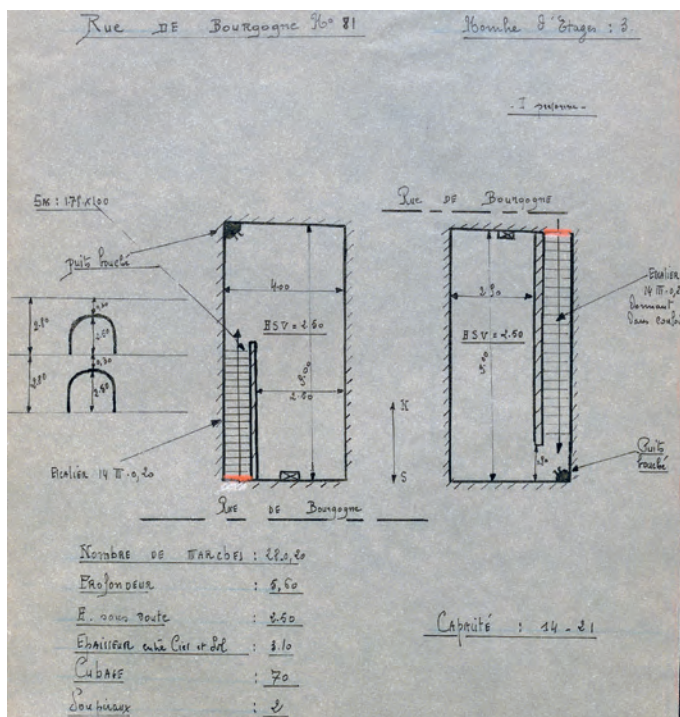
Le fonds de la Défense passive : source documentaire pour les caves orléanaises

Clément ALIX (Service d'archéologie de la ville d'Orléans), Christelle BRUANT (Archives municipales d'Orléans), Alexis LECOQ (Université d'Orléans)

Des programmes de recherche lancés dans les années 2000 (dont SICAVOR : Système d'Information Contextuel sur les Caves d'Orléans et prospections thématiques « caves du centre-ville d'Orléans ») ont pour but d'inventorier l'habitat et les trames urbaines anciennes grâce à l'analyse des sous-sols. Pour cela, un travail de terrain et une étude documentaire sont menés à l'échelle de la ville intra-muros, et plus systématiquement, sur le quartier Saint-Aignan (245 parcelles). Pour ce dernier, 73 mentions relatives à des caves provenant des dossiers de la Défense passive, conservés aux Archives municipales.

Quand la visite sur site n'a pas encore été faite ou est impossible (destruction, dangerosité, refus des propriétaires), les documents livrent des informations primordiales sur les caves anciennes. Le fonds de la Défense passive réunit les pièces administratives du service municipal qui, dès 1938, a visité, répertorié et classé 589 caves et carrières dans toute la ville pouvant servir d'abris en cas d'attaque aérienne. Dans les secteurs sans cave, 66 tranchées seront creusées. À l'époque, 36 347 personnes, soit à 50 % d'habitants, devaient être abritées, l'autre moitié devant être évacuée. Mais, dès la mobilisation, en raison de l'exode, la population passe à 100 000. La quantité d'abris prévus devient insuffisante entraînant le besoin d'en aménager de nouveaux.

Dans des dossiers-types par cave, des fiches de visite comportent à minima un plan et une coupe schématiques, accompagnés d'éléments descriptifs normatifs. Des relevés plus précis existent aussi en vue de travaux d'amélioration de l'usage des caves en tant qu'abris (perçement d'accès entre caves, de sorties de secours, étaielements par cintres et poteaux en bois), avec des représentations souvent plus conformes, livrant ainsi des détails sur l'architecture ancienne de ces espaces.



Exemple de fiche de visite de la Défense passive : plans et coupe des 2 niveaux superposés de la cave 81 rue de Bourgogne. © Archives de la ville d'Orléans

Bibliographie

Bruant 2020

BRUANT (C.) — 1940-1944 : Orléans bombardé, *story map*, Archives municipales d'Orléans [en ligne], URL : <https://storymaps.arcgis.com/stories/e2cefbcc-db7d498289241459af733416>. Consulté le 27 février 2025.

Lecoq 2024

LECOQ (A.) — *Les Orléanais face à l'effondrement national : un quotidien bouleversé par la guerre (1939-1940), mémoire de master*, Université d'Orléans.

Les souterrains... 2018

LES SOUTERRAINS D'ORLÉANS — *dossier thématique*, Service d'archéologie de la ville d'Orléans, [en ligne], URL : <https://archeologie.orleans-metropole.fr/dossiers-thematiques/les-souterrains-dorleans>. Consulté le 27 février 2025.

Quelques abris de la Défense passive orléanaise

Clément ALIX (Service d'archéologie de la ville d'Orléans), Christelle BRUANT (Archives municipales d'Orléans), Alexis LECOQ (Université d'Orléans)

Les trois exemples d'abris présentés ont été observés dans le cadre d'une prospection thématique (Alix 2017) et d'une opération d'archéologie préventive (Millereux 2023). Au 36 rue de la Borde, une vaste cave-carrière souterraine (XVIII^e ou XIX^e s.) conservent les vestiges de plusieurs aménagements et équipements liés à son usage en tant qu'abri collectif de la Défense passive. Dans le jardin d'une maison située 7 Chemin du Halage a été observée une tranchée-abri en béton armé, probablement à usage familial, dont la construction aurait pu être menée ou supervisée par le propriétaire de l'habitation, dont l'étude en archive a montré qu'il avait eu une carrière militaire dans le génie puis dans la défense contre les attaques aériennes (Mercé 2024 : 50-57). Enfin, la préparation d'un diagnostic archéologique en 2023 dans le jardin de l'Évêché a été l'occasion de se pencher sur la présence d'une tranchée-abri collective de la Défense passive dont la construction (1939), les travaux d'entretien (1944) et le démantèlement (1945) sont bien documentés. Un linéaire à crémaillère révélé à son emplacement par la prospection géophysique pourrait éventuellement correspondre à cette tranchée.

Bibliographie

Alix 2017

ALIX (C.) dir. — SICAVOR : *Système d'Information Contextuel sur les Caves d'Orléans (2015-2017)*, rapport de prospection thématique pluriannuelle, Ville d'Orléans / SRA Centre-Val de Loire, 3 vol.

Millereux 2023

MILLEREUX (C.) dir., Thion (C.) collab. — *Orléans, jardin de l'Évêché, rapport de diagnostic archéologique*, Pôle d'archéologie, Ville d'Orléans / SRA Centre-Val de Loire, 205 p.

Mercé 2024

MERCÉ (G.) dir. — *Archéologie des conflits contemporains en régions Île-de-France et Centre-Val de Loire, rapport de programme collectif de recherche, 3e année d'opération 2023*, 163 p.



Orléans, n° 7 Chemin de Halage, vue vers le sud de l'abri. ©Service d'archéologie de la ville d'Orléans

Bombardement sur le quartier de la Madeleine : une trace archéologique

Alexis RAYMOND (SAVO)

Un diagnostic archéologique préventif réalisé à la limite occidentale d'Orléans, dans le quartier de la Madeleine, a été prescrit sur la base de requalifications de voiries. La zone impactée par les travaux se trouvant à proximité immédiate du site du prieuré de la Madeleine, abondamment fouillé dans les années 2000, l'intérêt archéologique était évident. En l'occurrence, la partie nord de l'emprise a permis la mise au jour d'une structure de grande dimension, incomplètement observée.

D'une longueur d'au moins 6,2 m pour une profondeur allant jusqu'à 1,20 m, elle se distingue particulièrement par sa dynamique stratigraphique « inversée ». Ces éléments ont rapidement permis l'identification de la structure en tant qu'impact de bombe. En effet, la faible puissance stratigraphique du secteur (0,74 m en 2024) a permis au projectile d'atteindre le substrat naturel marneux lors de sa pénétration dans le sol. Les sédiments se sont alors retournés lors de la déflagration, la terre végétale et agricole se retrouvant sous la partie arasée du substrat, l'ensemble étant recouvert postérieurement par des remblais de démolition apportés pour combler le cratère.

La date de ce bombardement restait à déterminer. La consultation des photographies aériennes de l'IGN permet de constater la présence de nombreux impacts dans le secteur (au moins en août 1944). La localisation du quartier à l'extérieur de la ville permet d'imputer cet impact aux bombardements alliés ayant frappé les points stratégiques périphériques, tels que la gare de Fleury-les-Aubrais au nord, entre mai et juillet 1944. Des témoignages de contemporains, relayés dans la presse, permettent même de dater l'assaut au 19 juillet 1944, précisant que la cible était un groupe de sociétés produisant du matériel d'aviation ainsi que les usines mitoyennes.

Bibliographie

Raymond et Michau 2025

RAYMOND (A.) et MICHAU (A.) — *Orléans - Saint-Jean-de-la-Ruelle, Espaces publics Tête Nord du Pont de l'Europe, Rapport de diagnostic archéologique*, SAVO/SRA Centre-Val de Loire, 112 p.

Vestiges militaires des Casernes Beaumont à Tours (37)

Alexis RAYMOND (SAVO)

Entre 2014 et 2017, un diagnostic mené par l'Inrap est réalisé sur le site dit des Casernes Beaumont, à Tours. Cette opération est la première d'une série de fouilles archéologiques d'ampleur sur une zone dont les Casernes constituent le dernier état d'un secteur à l'histoire riche. Sur ce lieu surélevé, à l'abri des crues de la Loire, une première occupation s'installe dès la fin du haut Moyen Âge avant la mise en place d'une abbaye bénédictine. Déclarée bien national après la Révolution française, l'espace échappe au découpage parcellaire notamment grâce à son mur périphérique imposant qui l'isole du reste du tissu urbain. L'Hospice général de Tours occupa les lieux entre 1866 et 1913, date de reprise du terrain par l'Armée après acquisition par l'état français. La caserne servit de dépôt de ravitaillement entre 1940 et 1944, sous l'occupation allemande. Miraculeusement épargnée des bombardements qui ont considérablement touché la ville de Tours, la caserne est reprise lors de la Libération puis quittée par l'Armée en 2009.

Le contexte militaire très important a durement perturbé le site, comme en témoigne les 12 caches d'armes exhumées lors des différentes opérations de fouille. La dernière, conduite entre septembre 2022 et décembre 2023, fut la plus abondante d'un point de vue mobilier. Une très grande quantité d'engins pyrotechniques a été dégagée lors des excavations. Des fusils Berthier (français), un Lee Enfield (britannique) ainsi qu'une centaine de baïonnettes viennent compléter l'arsenal des Casernes. Des éléments liés à la vie quotidienne du soldat s'ajoutent à ces découvertes, tels qu'une gamelle en aluminium, des ampoules de médicament ou un pot à crème en opaline.

Les structures se révèlent quant à elles bien moins nombreuses, et non traitées pour cause de sécurité. 4 potentielles infrastructures de la Défense passive ont toutefois été identifiées, dont l'une a un plan en T.

POUR EN SAVOIR PLUS...

Nous vous proposons dans cette rubrique la liste des contributions réalisées par les membres du PCR sur le sujet :

1 En numérique

Les rapports du PCR :

- année probatoire - 2020 (paru en 2021) <<https://hal.science/hal-03751869v1>>
- 1ère année - 2021 <<https://hal.science/hal-03751865v1>>
- 2e année - 2022 <<https://hal.science/hal-04157300v1>>
- 3e année - 2023 <<https://hal.science/hal-04717504>>

Des articles :

Gwénaél Mercé, Cécile Dardignac, Mehdi Belarbi, Guillaume Bénaily. Des tranchées par milliers : Évolutions des systèmes défensifs et des fortifications de campagne en Île-de-France à l'Époque contemporaine (1870-1840). *Archéologie francilienne : actes des journées archéologiques d'Île-de-France, Créteil 2018*. Paris : Service régional de l'archéologie/Direction régionale des affaires culturelles d'Île-de-France, 2018, Créteil, France. pp.141-155. <<https://hal.science/hal-03751864v1>>

Gwénaél Mercé. Évaluer et fouiller les vestiges de la Première Guerre mondiale en Île-de-France. Éléments pour servir à l'archéologie préventive du camp retranché de Paris. *Revue archéologique d'Île-de-France*, 2018, 10, pp.207-227. <<https://hal.science/hal-02132743v1>>

Des conférences :

Gwénaél Mercé, Pierrick Tigreat. Archéologies de la Deuxième Guerre mondiale . *Dans la première soirée culturelle de l'année 2022 du musée de l'Ordre de la Libération* , 20 janvier 2022, Paris. <<https://www.youtube.com/watch?v=UgT92Dbrx2o>>.



Gwénaél Mercé. Vestiges de guerre et archives militaires : vers une typo chronologie des formes de retranchements au cours des conflits contemporains. Dans M. Bouiron, C. Carpentier, L. Faivre d'Arcier, S. Gaimé, M. Goy & A. Pariente (dir.), *Études documentaires et études d'archives en archéologie préventive : actes du 6e séminaire scientifique et technique de l'Inrap*, 3-4 nov. 2022, Lyon. <<https://sstinrap.hypotheses.org/16256>>.

2 En papier

Gwénaél Mercé, Cécile Dardignac, Mehdi Belarbi, Guillaume Bénaily. L'archéologie des conflits contemporains en Île-de-France. à propos d'objets d'étude en construction. *Revue Archéologique de l'Ouest*, 2024, Archéologie des conflits contemporains. Méthodes, apports et enjeux d'une archéologie en construction. Actes des colloques de Verdun à Caen (2018-2019), supplément n°13. <<https://inrap.hal.science/hal-04865424v1>>

Gwénaél Mercé, Olivier Bauchet, Mehdi Belarbi, Guillaume Bénaily, François Capron, et al.. L'archéologie des conflits contemporains en régions Île-de-France et Centre-Val de Loire : Un bref état des lieux. *Revue d'Archéologie Contemporaine*, 2024, HS1 Hors série, <10.3917/raco.hs1.0061>. <<https://inrap.hal.science/hal-04865352v1>>



pcr.archeo.conflits@gmail.com